

# Jeanne Martin Cissé : première Femme président du Conseil de sécurité des Nations unies

*Jeanne Martin Cissé, enseignante et femme politique guinéenne*



Aînée d'une fratrie de sept enfants, elle est née le 6 avril 1926 à Kankan en Guinée. Son père, Darricau Martin est employé des PTT et sa mère, Damaye Soumah est sage-femme, issue d'une famille Soussou.

Le père de Jeanne tient à ce que ses enfants soient instruits. Jeanne fréquente alors les écoles de Kankan puis passe en 1940 le concours de l'École Normale des jeunes filles de l'Afrique de l'Ouest, pour devenir institutrice. Elle est sélectionnée et poursuit sa scolarité en internat à l'École Normale de Rufisque, bien loin de sa contrée d'origine. Elle est la première jeune fille de Kankan à être reçue à ce concours, faisant la fierté de sa ville natale de Haute-Guinée. La scolarité dure quatre ans, et l'École Normale est alors

dirigée par Germaine Le Goff,

dont le projet éducatif est de faire de ces adolescentes, de futures enseignantes.

La volonté de la directrice de l'établissement est également de gommer les différents territoires dont sont issues les élèves pour favoriser une approche panafricaine : « Nous étions vingt-six dans notre promotion dont trois Guinéennes. Mais nous ne parlions pas de Guinée, de Sénégal, de Côte d'Ivoire... mais d'Afrique », précisa Jeanne Martin Cissé.

En 1944, diplôme en poche, elle est affectée comme institutrice à l'école des filles de Kankan. En 1946, elle épouse Mohamed Camara, un inspecteur de police qu'elle ne connaît pas, respectant la décision de sa famille. Encouragée par son époux et par Sarata Diané, une amie, elle devient membre de l'Union mandingue, une association régionale. À l'issue de la Seconde Guerre mondiale, sans rentrer réellement dans un processus de décolonisation, la seconde assemblée constituante française finalise en octobre 1946 la constitution de la quatrième République, et elle crée alors dans ce cadre institutionnel « l'Union française », regroupant la métropole, les départements et territoires d'outre-mer, des territoires sous mandat et des États sous protectorat.

Concomitamment, émerge dans les anciennes colonies de l'Afrique de l'Ouest, le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) voulant fédérer les mouvements régionaux dans une logique panafricaine. Avec prudence, Jeanne Martin commence à fréquenter le milieu des fonctionnaires qui se politisent rapidement et fait notamment la connaissance de Sékou Touré, alors syndicaliste PTT.

Fin 1946, alors qu'elle est enceinte de trois mois, son mari meurt dans un accident de voiture. Elle est affectée à Conakry, la capitale de la Guinée. Après une période

d'hésitation, elle adhère au RDA en décembre 1947.

En 1948, elle se remarie avec Ansoumane Touré, un des fondateurs du Parti Démocratique Guinéen (PDG) animé notamment par Sékou Touré. En 1949, Ansoumane Touré est mutté à Dakar. Jeanne Cissé suit son mari. Sur place, ils continuent l'un et l'autre à militer et rejoignent l'Union Démocratique Sénégalaise (UDS), affiliée au parti communiste français et constituant une des branches du RDA.

Sékou Touré qui va souvent au Sénégal persuade Jeanne Cissé de représenter les femmes sénégalaises de l'UDS-RDA au congrès de la Fédération Internationale Démocratique des Femmes (FIDF) qui devait se tenir en octobre 1954 à Asnières. C'est à cette occasion que Jeanne effectue son premier voyage en Europe avec sa fille nouveau-née dans les bras.

En 1958, elle effectue à nouveau deux autres voyages, d'abord au congrès de la FIDF à Vienne puis dans les pays communistes, notamment la Chine et la Russie.

Après le « Non » de la Guinée à la Communauté Française proposée par le général de Gaulle lors du référendum du 28 septembre 1958, Jeanne Cissé est revenue en Guinée car son mari a dû quitter le Sénégal et a été nommé directeur de cabinet du ministre de la Santé dans la nouvelle République de Guinée, devenue indépendante et présidé par Sékou Touré. D'ailleurs, tous les fonctionnaires guinéens ont dû quitter le Sénégal.

En juillet 1959, elle participe avec quelques déléguées guinéennes, dont Loffo Camara, au premier et unique congrès de l'Union des Femmes de l'Ouest Africain (UFOA) à Bamako, tentant par cette organisation de maintenir un mouvement féminin panafricain. Mais la priorité semble être au combat politique pour l'indépendance et la décolonisation et certains thèmes retenus, notamment la lutte contre la polygamie et contre les mutilations génitales se heurtent. De retour à

Conakry, Jeanne Martin Cissé continue en parallèle de s'engager et de grimper les échelons au sein du Parti Démocratique de Guinée, malgré le durcissement du régime. En 1968, elle est élue députée au Parlement guinéen. En 1971, elle entre au comité central puis au bureau politique.

Pourtant, les purges se succèdent, notamment après l'attaque appelé opération Mar Verde du 22 novembre 1970. Son propre mari, Ansoumane Touré, ainsi que des militantes proches d'elle, telle que Loffo Camara, qui l'avait accompagné à Bamako en 1959, sont arrêtés, emprisonnés au camp Boiro et y meurent quelques mois plus tard.

En 1969, elle fait inviter Stokely Carmichael, leader des Black Panthers et sa femme Myriam Makeba aux festivités nationales. Stokely Carmichael et Myriam Makeba s'installent en Guinée.

En début des années 1970, elle se tient éloignée de la politique intérieure de Guinée. Elle se consacre alors essentiellement à l'action diplomatique.

En 1972, elle est désignée au poste de représentante permanente de la Guinée aux Nations unies, et devient par là même, ponctuellement présidente du Conseil de Sécurité de l'ONU. Elle est la première femme à accéder à la présidence du Conseil de Sécurité de l'ONU.

En 1974, elle est élue présidente du Comité spécial contre l'apartheid aux Nations unies. Elle effectue plusieurs déplacements en Europe, en Asie et en Amérique Latine, pour soutenir l'ANC au niveau international.

Elle est également la secrétaire générale de la Conférence des femmes africaines, déléguée à la commission de la condition de la femme à Genève durant 6 ans et à la commission des Nations unies chargée des affaires humanitaires.

En 1976, à la demande du président Sékou Touré, Jeanne Cissé revient en Guinée. Elle est nommée ministre des Affaires Sociales. Elle se consacre notamment à l'éducation des femmes. Après la mort de Sékou Touré, elle est arrêtée, début avril 1984 et détenue sans jugement jusqu'en mai 1985, puis libérée en compagnie de treize anciens ministres ou secrétaires d'État, cinq hauts fonctionnaires, Mme Aminata Touré, la fille aînée de l'ancien président, l'ancien chef d'état-major de l'armée de terre et dix autres militaires.

Selon un communiqué officiel, la libération de ces personnalités se justifie par l'absence de charges. Mais cette décision des autorités n'empêche pas un nouvel emprisonnement, pendant quelques jours, après le coup d'État manqué du colonel Diarra Traoré en juillet 1985.

Ayant a priori abandonnée tout rôle politique, Jeanne décide de quitter la Guinée dès sa seconde libération en juillet 1985 pour gagner le Sénégal puis les États-Unis. En 1988, elle accepte toutefois d'être associée au Comité international de solidarité en faveur des femmes et des enfants d'Afrique australe et effectue une ultime mission dans les camps de réfugiés de Zambie et du Zimbabwe.

En 2008, elle écrit son autobiographie, intitulée « La fille du Milo » et refuse de se prononcer sur le régime dictatorial de Sékou Touré.

Jeanne Cissé s'est éteinte le 21 février 2017 à Conakry. Elle reste dans les mémoires comme l'une des figures emblématiques du continent africain.